

INSTRUCTION

N° 01-113-P-R-E du 26 novembre 2001

NOR : BUD R 01 00113 J

Texte publié au **Bulletin Officiel de la Comptabilité Publique**

INTRODUCTION DE L'EURO FIDUCIAIRE

ANALYSE

Approvisionnement - Comptabilité

Date d'application : 20/11/2001

MOTS-CLÉS

COMPTABILITÉ ; CAISSE ; EURO ; ADMINISTRATION DE L'ÉTAT ; APPROVISIONNEMENT

DOCUMENTS À ANNOTER

Instruction n° 01-086-P-R-E du 14 septembre 2001

DOCUMENTS À ABROGER

Néant

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

ACT	RGP	PGT	TPGR	TPG	DOM	TGAP	TGC	TGE	TGCST	RF	T	ACSR
DF	IP	SIA	RIEP	DP	AAP	ACPE	DSF	DD	TOM	CSOM		

DIFFUSION

GT 60

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

7^{ème} Sous-direction - Bureau 7C

SOMMAIRE

1. PRÉALIMENTATION DES CAISSES PUBLIQUES.....	4
1.1. Approvisionnement des comptables du Trésor auprès de la banque de France.....	4
1.2. Approvisionnement des comptables du Trésor auprès de la poste.....	4
1.3. Approvisionnement des comptables du Trésor auprès de l'iedom.....	4
1.4. Approvisionnement de la caisse des partenaires	4
1.4.1. Champ d'application de la sous-préalimentation.....	4
1.4.2. Bordereau de sous-préalimentation.....	5
2. PROCÉDURES COMPTABLES.....	6
2.1. Ecritures d'imputation provisoire au 2 janvier 2002	6
2.1.1. Modalités de règlement des sachets à la Banque de France	6
2.1.2. Imputation comptable au 2 janvier 2002 de la préalimentation auprès de la Banque de France.....	7
2.2. Comptabilisation de la sous-préalimentation des partenaires	8
2.2.1. Sous-préalimentation des régies d'État.....	8
2.2.2. Sous-préalimentation des régies du secteur public local.....	9
2.2.3. Sous-préalimentation des agences comptables d'EPN, EPLE ou EPLEA.....	10
2.2.4. Sous-préalimentation de la clientèle Caisse des Dépôts et Consignations.....	11
2.3. Ecritures en comptabilité des valeurs inactives.....	12
2.3.1. Sachets premiers euros.....	12
2.3.2. Préalimentation de la caisse.....	13
2.3.3. Sous-préalimentation des partenaires.....	13
3. LES RECEVEURS DES ADMINISTRATIONS FINANCIÈRES	14

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE N° 1 : Bordereau de commande billets auprès de la Banque de France	15
ANNEXE N° 2 : Télécopie du 17 octobre 2001	16
ANNEXE N° 3 : Bordereau de commande billets auprès de l'IEDOM	17
ANNEXE N° 4 : Bordereau de commande sachets premiers euros auprès de l'IEDOM	18
ANNEXE N° 5 : Bordereau de commande pièces auprès de l'IEDOM	19
ANNEXE N° 6 : Bordereau de commande et de prise en charge des fonds - sous-préalimentation	20

L'instruction n° 01-086-P-R-E du 14 septembre 2001 a précisé aux comptables les procédures de diffusion de l'euro sous sa forme fiduciaire.

Certains éléments d'information n'étaient pas alors disponibles. L'objet de la présente instruction est d'apporter aux comptables des précisions complémentaires sur certains points.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Pour le Directeur Général de la Comptabilité Publique

L'ADMINISTRATRICE CIVILE CHARGÉE DE LA 7^{ÈME} SOUS-DIRECTION

FABIENNE DUFAY

1. PRÉALIMENTATION DES CAISSES PUBLIQUES

1.1. APPROVISIONNEMENT DES COMPTABLES DU TRÉSOR AUPRÈS DE LA BANQUE DE FRANCE

Un exemplaire du bordereau de commande billets mentionné au paragraphe 1.2.1.1. de l'instruction du 14 septembre 2001 est fourni en annexe 1 de la présente instruction. Ce bordereau sera retiré auprès du comptoir local par les comptables qui effectuent leur retrait en billets directement à la Banque de France.

1.2. APPROVISIONNEMENT DES COMPTABLES DU TRÉSOR AUPRÈS DE LA POSTE

Les modalités de la préalimentation en euros pour les comptables qui sont habituellement en relation avec La Poste ont été précisées au paragraphe 1.2.1.2. de l'instruction du 14 septembre 2001. Cependant, La Poste ayant retardé l'envoi du modèle de bordereau de commande, un nouveau calendrier des commandes a été établi et communiqué aux Trésoreries générales par télécopie du 17 octobre 2001 (cf. annexe 2).

1.3. APPROVISIONNEMENT DES COMPTABLES DU TRÉSOR AUPRÈS DE L'IEDOM

Ainsi qu'il a été précisé au paragraphe 1.2.1.4. de l'instruction du 14 septembre 2001, les modalités d'approvisionnement auprès de l'IEDOM sont identiques à celles arrêtées en métropole, à l'exception de celles relatives à l'approvisionnement en monnaie métallique.

Il est cependant précisé que les relevés de compte interne "billets" et "pièces", qui seront adressés à chaque comptable accrédité, ne seront édités que lors de chaque opération de préalimentation et non pas de façon systématique.

Par ailleurs, les bordereaux de commandes "sachets premiers euros", "pièces" et "billets" sont présentés respectivement en annexes 3, 4 et 5 ; ils pourront être utilisés pour la préalimentation par l'intermédiaire d'un transporteur de fonds, mais aussi directement aux guichets de l'IEDOM.

1.4. APPROVISIONNEMENT DE LA CAISSE DES PARTENAIRES

Les dispositions figurant ci-dessous complètent les modalités arrêtées au paragraphe 1.2.2. "Approvisionnement de la caisse des partenaires (sous-préalimentation)" de l'instruction du 14 septembre 2001.

1.4.1. Champ d'application de la sous-préalimentation

L'instruction n° 01-086-P-R-E du 14 septembre 2001 a prévu la possibilité de sous-préalimenter les régies de l'État, parmi lesquelles les régies de préfectures et sous-préfectures, les régies des collectivités locales et établissements publics locaux, ainsi que les Établissements Publics Nationaux et Établissements Publics Locaux d'Enseignement (et leurs régies).

En règle générale, ces établissements disposent tous d'un compte dépôts de fonds au Trésor, sur lequel sera débité le montant de la sous-préalimentation. Toutefois, s'agissant des régies des collectivités locales, certaines n'ont pas de compte Dépôts de fonds au Trésor. Elles ne sont pas pour autant exclues de ce dispositif et pourront donc être sous-préalimentées par les comptables du Trésor¹, lorsqu'il y en aura la nécessité et sous réserve des montants détenus dans les postes. Les procédures administratives et le schéma comptable applicables à ces régies seront présentés dans l'instruction relative aux régies du secteur public local qui est en cours de finalisation.

¹ Point modifié par rapport à l'aide-mémoire du régisseur

En conséquence, le bordereau de commande peut également leur être adressé et ces régies peuvent être intégrées dans le calendrier de retrait des fonds.

En outre, certains titulaires de comptes Caisse des Dépôts et Consignations pourront également s'approvisionner selon ce schéma ; la lettre circulaire n° 63469 du 8 novembre 2001 précise les bénéficiaires potentiels et les modalités de ce dispositif.

1.4.2. Bordereau de sous-préalimentation

☞ La commande des fonds

La procédure de sous-préalimentation de la caisse des partenaires est formalisée par un bordereau de commande et de prise en charge des fonds dont le modèle figure en annexe 6.

Ce document comporte un volet « commande » et un volet « remise des fonds ». Le premier volet précise le montant de la commande réparti par quotité et le lieu où les fonds seront retirés¹, et comporte l'autorisation de débit du compte au 2 janvier 2002. Le second volet est destiné à attester la prise en charge des valeurs, il informe le partenaire des conséquences d'une mise en circulation anticipée des formules et vaut engagement de respecter les obligations liées à cette préalimentation.

Ce document a fait l'objet d'une modification, par rapport à la version diffusée aux Trésoriers-payeurs généraux par flash de direction n° 31 du 9 octobre 2001, afin de prendre en compte le cas où un comptable ne pourrait pas servir un partenaire à hauteur de sa commande en raison d'une insuffisance de disponibilités dans le poste.

Il est destiné à tous les agents comptables et régisseurs titulaires d'un compte de Dépôts de fonds au Trésor, aux clients Caisse des Dépôts mais aussi aux régisseurs des collectivités locales ne disposant pas d'un compte Dépôts de fonds au Trésor.

Les recensements précédemment effectués sur le montant et la répartition par quotité n'ont pas été nécessairement formalisés. Dès lors, trois exemplaires de ce bordereau de commande doivent être *immédiatement* adressés à tous les partenaires concernés, qui en retourneront deux exemplaires complétés et signés dans les meilleurs délais au comptable chargé de la sous-préalimentation. Le troisième exemplaire sera conservé par le partenaire comme trace de sa commande. La Trésorerie générale renverra un des exemplaires annoté de la date prévue pour le retrait des fonds, lorsque celle-ci aura été déterminée.

Un retour rapide de ces bordereaux permettra, en effet, de vérifier que les volumes commandés aux transporteurs de fonds seront suffisants pour assurer la sous-préalimentation des partenaires.

☞ La remise des fonds

L'instruction du 14 septembre 2001 précise qu'un calendrier de retrait des fonds doit être établi par les comptables concernés tenant compte d'une part, des conditions de sécurité qui prévalent chez le partenaire à sous-préalimenter et, d'autre part, des possibilités d'effectuer cette opération dans les meilleures conditions de confidentialité.

Il convient de préciser que le retrait des fonds par les comptables du Trésor auprès de La Poste commencera début décembre, et le retrait des billets auprès de La Banque de France, dès fin novembre.

Par ailleurs, il semble souhaitable, si les conditions locales le permettent, de sous-préalimenter les partenaires avant le 14 décembre 2001, date à laquelle débutera la préalimentation du public en sachets premiers euros.

¹ Il s'agit normalement de la confirmation des sommes ayant été recensées lors des enquêtes de 1999 et 2000.

2. PROCÉDURES COMPTABLES

2.1. ECRITURES D'IMPUTATION PROVISOIRE AU 2 JANVIER 2002

Contrairement à ce qu'elle avait envisagé, la Banque de France ne sera pas en mesure de fournir aux comptables dans la journée du 2 janvier 2002 le relevé de compte Banque de France retraçant le débit des sachets premiers euros et de la préalimentation.

Aussi, les écritures présentées dans l'instruction du 14 septembre 2001 doivent-elles être complétées par l'utilisation d'un compte d'imputation provisoire.

2.1.1. Modalités de règlement des sachets à la Banque de France

Les écritures prévues dans le paragraphe 2.1.1.4. de l'instruction du 14 septembre 2001 sont modifiées comme suit :

Le 2 janvier 2002, dans l'attente du relevé Banque de France, le comptable utilisera le compte d'imputation provisoire 475.9888 " Imputation provisoire de recettes diverses – Recettes diverses – Divers " au lieu du compte 512.11 " Compte courant du Trésor à la Banque de France – Comptables centralisateurs ".

Le service comptabilité débitera le compte 488.81 " Sachets premiers euros " pour la valeur des sachets commandés (15,24 € x nombre de sachets commandés dans le département). Puis, à réception du relevé Banque de France, il apurera le compte d'imputation provisoire pour le compte 512.11 " Compte courant du Trésor à la Banque de France – Comptables centralisateurs " et enregistrera l'écart de conversion qui résulte du mode de calcul de la Banque de France.

Aussi, les écritures suivantes seront comptabilisées :

Le 2 janvier 2002, pour la valeur des sachets commandés dans le département :

- Débit 488.81 " Sachets premiers euros " ;
- Crédit 475.9888 " Imputation provisoire de recettes diverses – Recettes diverses – Divers ".

A réception du relevé Banque de France, pour la valeur des sachets commandés dans le département

- Débit 475.9888 " Imputation provisoire de recettes diverses – Recettes diverses – Divers " ;
- Crédit 512.11¹ " Compte courant du Trésor à la Banque de France – Comptables centralisateurs ".

Pour le montant de l'écart résultant du mode de calcul de la Banque de France :

- Débit 471.1182 " Imputation provisoire de dépenses – Dépenses diverses – Écarts de conversion négatifs " ;
- Crédit 512.11 " Compte courant du Trésor à la Banque de France – Comptables centralisateurs ".

A l'issue de ces écritures, les montants comptabilisés au crédit du compte 512.11 doivent correspondre exactement à celui figurant sur le relevé Banque de France.

Il est précisé que le relevé Banque de France des trésoreries ne comportera pas le montant des sachets euros du poste, ce montant étant porté sur le relevé Banque de France de la Trésorerie générale.

¹ Pour les départements d'Outre-Mer, compte 514.51 « Compte courant du Trésor à l'IEDOM - Compte d'opérations du Trésor à l'IEDOM - Comptables centralisateurs »

2.1.2. Imputation comptable au 2 janvier 2002 de la préalimentation auprès de la Banque de France

Les opérations de préalimentation seront retracées dans un compte ou une rubrique (pour les trésoreries) d'imputation provisoire dans l'attente du relevé Banque de France.

Ces dispositions se substituent à celles prévues au paragraphe 2.2.1.1. de l'instruction du 14 septembre 2001 et au paragraphe 3.3.2. de l'instruction n° 01-076-R3 du 20 août 2001.

2.1.2.1. Postes habituellement approvisionnés par la Banque de France :

Postes comptables non centralisateurs :

Le 2 janvier 2002, l'écriture à passer en DDR3 au journal P12 pour le montant de la préalimentation intégrée dans la caisse du poste est la suivante :

- Débit 3531 " Numéraire " ;
- Crédit 3476 " Autres recettes à régulariser ".

A réception du relevé Banque de France, au journal P15B :

- Débit 3476 " Autres recettes à régulariser " ;
- Crédit 3512 " Compte du Trésor à la Banque de France ".

Trésoreries générales :

Le 2 janvier 2002, l'écriture à passer en CGL pour le montant de la préalimentation intégrée dans la caisse de la Trésorerie générale est la suivante :

- Débit 531.11 " Numéraire " ;
- Crédit 475.9888 " Imputation provisoire de recettes diverses – Recettes diverses – Divers ".

A réception du relevé Banque de France,

- Débit 475.9888 " Imputation provisoire de recettes diverses – Recettes diverses – Divers " ;
- Crédit 512.11 " Compte courant du Trésor à la Banque de France – Comptables centralisateurs ".

2.1.2.2. Postes habituellement approvisionnés par les transporteurs de fonds :

La présente instruction abroge les dispositions du paragraphe 2.2.1.3. de l'instruction n° 01-086-P-R-E du 14 septembre 2001 et du paragraphe 3.2.2. de l'instruction n° 01-076-E-R3 du 20 août 2001.

Postes comptables non centralisateurs :

En poste comptable non centralisateur, les opérations de préalimentation des trésoreries non accréditées auprès de la Banque de France pour leurs opérations en numéraire et approvisionnées normalement par transporteurs de fonds figureront sur le relevé Banque de France de leur Trésorerie générale.

L'écriture à passer par le poste en DDR3 le 2 janvier 2002, au journal P12 pour le montant de la préalimentation intégrée dans la caisse du poste est la suivante :

- Débit 3531 " Numéraire " ;
- Crédit 306 " Approvisionnement de la caisse par l'intermédiaire des sociétés de transport de fonds ".

Trésoreries générales :

Pour les Trésoreries générales, les écritures sont identiques à celles constatées lorsque la Trésorerie générale est habituellement approvisionnée par la Banque de France.

Le 2 janvier 2002, l'écriture à passer en CGL pour le montant de la préalimentation intégrée dans la caisse de la Trésorerie générale est la suivante :

- Débit 531.11 “ Numéraire ” ;
- Crédit 475.9888 “ Imputation provisoire de recettes – Recettes diverses Divers ”.

A réception du relevé Banque de France :

- Débit 475.9888 “ Imputation provisoire de recettes – Recettes diverses Divers ” ;
- Crédit 512.11 “ Compte courant du Trésor à la Banque de France – Comptables centralisateurs ”.

2.2. COMPTABILISATION DE LA SOUS-PRÉALIMENTATION DES PARTENAIRES

2.2.1. Sous-préalimentation des régies d'État

Afin de pouvoir effectuer le prélèvement correspondant à la sous-préalimentation, il convient de procéder de façon concomitante au versement soit d'une avance complémentaire, soit du fonds de caisse.

En Trésorerie générale :

- *Pour les régies d'avances*, le 2 janvier 2002, les écritures suivantes sont à comptabiliser en CGL pour constater le versement de l'avance temporaire au régisseur pour le montant euro versé au régisseur fin 2001 :

- Débit 369.100 “ Avances pour dépenses des régisseurs d'avances ” ;
- Crédit 369.12 ou 369.14 “ Compte de dépôts au Trésor ”.

- *Pour les régies de recettes*, le 2 janvier 2002, les écritures suivantes sont à comptabiliser en CGL pour constater le versement du fonds de caisse au régisseur pour le montant euro versé au régisseur fin 2001 :

- Débit 369.101 “ Avances pour fonds de caisse des régisseurs de recettes ” ;
- Crédit 369.12 ou 369.14 “ Compte de dépôts au Trésor ”.

- Parallèlement, le même jour, l'écriture à passer en CGL pour le montant de la sous-préalimentation retirée par le régisseur est la suivante :

- Débit 369.12 ou 369.14 “ Compte de dépôts au Trésor ” ;
- Crédit 475.9888 “ Imputation provisoire de recettes – Recettes diverses – Divers ”

- A réception du relevé Banque de France :

- Débit 475.9888 “ Imputation provisoire de recettes – Recettes diverses – Divers ” ;
- Crédit 512.11 “ Compte courant du Trésor à la Banque de France – Comptables centralisateurs ”.

2.2.2. Sous-préalimentation des régies du secteur public local

En poste comptable non centralisateur :

le régisseur n'a pas de compte de dépôts de fonds au Trésor :

L'écriture à passer par le poste en DDR3 le 2 janvier 2002 au journal P15B pour le montant de la sous-préalimentation versée au régisseur est la suivante :

- Débit 343 "Correspondants – collectivités et établissements publics locaux " sous-rubrique concernée ;
- Crédit 306 "Approvisionnement de la caisse par l'intermédiaire de La Poste " pour les postes approvisionnés par La Poste
ou 306 "Approvisionnement de la caisse par l'intermédiaire des sociétés de transport de fonds " pour les postes approvisionnés par transporteurs de fonds
ou 3476 "Autres recettes à régulariser " pour les postes accrédités numéraire auprès de la Banque de France (apurement par la rubrique 3512 à réception du relevé Banque de France).

En comptabilité communale M14¹

- Débit 54xx
- Crédit 515.

le régisseur a un compte de dépôts de fonds au Trésor :

L'écriture à passer par le poste en DDR3 le 2 janvier 2002 au journal P15B pour le montant de la sous-préalimentation versée au régisseur est la suivante :

- Débit 305 "Comptes de dépôts de fonds au Trésor – Divers (régies, DDE, ...) ;
- Crédit 306 "Approvisionnement de la caisse par l'intermédiaire de La Poste " pour les postes approvisionnés par La Poste
ou 306 "Approvisionnement de la caisse par l'intermédiaire des sociétés de transport de fonds " pour les postes approvisionnés - par transporteurs de fonds
ou 3476 "Autres recettes à régulariser " pour les postes accrédités numéraire auprès de la Banque de France (apurement par la rubrique 3512 à réception du relevé Banque de France).

Le jour même, cette opération est transférée à la Trésorerie générale par bordereau de règlement P213F. La Recette des Finances (ou la Trésorerie dotée de l'application CEP) saisit le montant de la sous-préalimentation dans CEP pour mise à jour du compte du déposant.

Si la sous-préalimentation a lieu dans une Trésorerie non dotée de l'application CEP, la mise à jour du compte du déposant est réalisée par la Trésorerie générale à réception du bordereau de règlement P213F.

¹ Se reporter à l'instruction Régies du secteur public local

2.2.3. Sous-préalimentation des agences comptables d'EPN, EPLE ou EPLEA.

2.2.3.1. Sous-préalimentation auprès des trésoreries

Cas général : l'agent comptable a un compte de dépôts de fonds au Trésor tenu dans le département :

L'écriture à passer par le poste en DDR3 le 2 janvier 2002 au journal P15B pour le montant de la sous-préalimentation versée à l'agent comptable est la suivante :

- Débit 305 “ Compte de dépôts de fonds au Trésor – Divers (régies, ...) ” ;
- Crédit 306 “ Approvisionnement de la caisse par l'intermédiaire de La Poste ” pour les postes approvisionnés par La Poste
 ou 306 “ Approvisionnement de la caisse par l'intermédiaire des sociétés de transport de fonds ” pour les postes approvisionnés par transporteurs de fonds
 ou 3476 “ Autres recettes à régulariser ” pour les postes accrédités numéraire auprès de la Banque de France (apurement par la rubrique 3512 à réception du relevé Banque de France).

Le jour même, cette opération est transférée à la Trésorerie générale par bordereau de règlement P213F. La Recette des Finances (ou la trésorerie dotée de l'application CEP) saisit le montant de la sous-préalimentation dans CEP pour mise à jour du compte du déposant.

Si la sous-préalimentation a lieu dans une trésorerie non dotée de l'application CEP, la mise à jour du compte du déposant est réalisée par la Trésorerie générale à réception du bordereau de règlement P213F.

Cas particulier : l'agent comptable a un compte de dépôts de fonds au Trésor tenu dans un autre département :

En poste comptable non centralisateur :

L'écriture à passer par le poste en DDR3 le 2 janvier 2002 au journal P15B pour le montant de la sous-préalimentation versée à l'agent comptable est la suivante :

- Débit 306 “ Opérations à transférer à ces comptables d'autres départements ” ;
- Crédit 306 “ Approvisionnement de la caisse par l'intermédiaire de La Poste ” pour les postes approvisionnés par La Poste
 ou 306 “ Approvisionnement de la caisse par l'intermédiaire des sociétés de transport de fonds ” pour les postes approvisionnés par transporteurs de fonds
 ou 3476 “ Autres recettes à régulariser ” pour les postes accrédités numéraire auprès de la Banque de France (apurement par la rubrique 3512 à réception du relevé Banque de France).

En Trésorerie générale teneur du compte :

Le compte de dépôt sera mis à jour par la Trésorerie générale à réception du transfert comptable de la Trésorerie générale de rattachement du poste.

2.2.3.2. Sous-préalimentation auprès des Trésoreries générales

- Le 2 janvier 2002, les écritures suivantes sont à comptabiliser en CGL pour le montant de la sous-préalimentation versée aux agents comptables :

- Débit Compte de dépôts de fonds (43 ou 44)
- Crédit 475.9888 “ Imputation provisoire de recettes – Recettes diverses Divers ”.

- A réception du relevé Banque de France :

- Débit 475.9888 “ Imputation provisoire de recettes – Recettes diverses Divers ” ;
- Crédit 512.11 “ Compte courant du Trésor à la Banque de France – Comptables centralisateurs ”.

2.2.4. Sous-préalimentation de la clientèle Caisse des Dépôts et Consignations

2.2.4.1. Sous-préalimentation auprès des trésoreries non dotées de GEODE

En poste comptables non centralisateur :

Écriture à passer par le poste en DDR3, le 2 janvier 2002, au journal P15B pour le montant de la sous-préalimentation versée au client “ *préposé* ” :

- Débit 304 “ Comptes de dépôts (Notaires, huissiers...) ” ;
- Crédit 306 “ Approvisionnement de la caisse par l’intermédiaire de La Poste ” pour les postes approvisionnés par La Poste
 ou 306 “ Approvisionnement de la caisse par l’intermédiaire des sociétés de transport de fonds ” pour les postes approvisionnés par transporteurs de fonds
 ou 3476 “ Autres recettes à régulariser ” pour les postes accrédités numéraire auprès de la Banque de France (apurement par la rubrique 3512 à réception du relevé Banque de France).

Le poste comptable adressera une télécopie ou un e-mail à la Trésorerie générale comportant le nom du client, le numéro de compte et le montant de la sous-préalimentation.

En Trésorerie générale :

Le 2 janvier 2002, au vu de la télécopie du bordereau ou de l’e-mail, la Trésorerie générale saisira dans l’application GEODE le code événement O 01D “ Opérations diverses dépenses ” assorti du libellé de l’opération “ sous-préalimentation en euro fiduciaire ”.

L’écriture générée automatiquement par la sélection du code événement O 01D en CGL est la suivante :

- Débit 468.20 “ Opérations pour le compte de la CDC – Application GEODE – Dépenses ” ;
- Crédit 475.986 “ Compte d’imputation provisoire de recettes – Recettes liées à l’application GEODE – Recettes à régulariser ”.

A réception du bordereau de règlement P213E, par fiche d’écriture manuelle le compte 475.986 est soldé par le compte 399.020 qui a été mouvementé lors de l’intégration automatique en CGL de la sous-rubrique 304 précitée via l’application SCR3.

2.2.4.2. Sous-préalimentation auprès des trésoreries dotées de GEODE

En poste comptable non centralisateur :

Écriture à passer par le poste en DDR3 le 2 janvier 2002 au journal P15B pour le montant de la sous-préalimentation versée au client “ *préposé* ” :

- Débit 304 “ RF rénovées dotées de GEODE – Clientèle CDC (Notaires, huissiers,...) – Dépenses ” ;
- Crédit 306 “ Approvisionnement de la caisse par l’intermédiaire de La Poste ” pour les postes approvisionnés par La Poste
ou 306 “ Approvisionnement de la caisse par l’intermédiaire des sociétés de transport de fonds ” pour les postes approvisionnés par transporteurs de fonds
ou 3476 “ Autres recettes à régulariser ” pour les postes accrédités numéraire auprès de la Banque de France (apurement par la rubrique 3512 à réception du relevé Banque de France).

Parallèlement, le même jour, le poste comptable saisit dans GEODE le code événement O 01D “ Opérations diverses dépenses ” assorti du libellé de l’opération “ Sous-préalimentation en euro fiduciaire ”.

En Trésorerie générale :

L’écriture générée automatiquement par la sélection du code événement O 01D par le poste comptable non centralisateur est la suivante :

- Débit 468.20 “ Opérations pour le compte de la CDC – Application GEODE – Dépenses ” ;
- Crédit 488.951 “ Régularisation diverses CDC – Application GEODE – Opérations créditrices – Opérations en instance de centralisation ”.

Le compte 488.951 sera soldé lors de l’intégration automatique en CGL de la sous-rubrique 304 précitée via l’application SCR3.

2.2.4.3. Sous-préalimentation auprès des Trésoreries générales

la Trésorerie générale saisira dans GEODE le code événement O 01D “ Opérations diverses dépenses ” assorti du libellé de l’opération “ sous-préalimentation en euro fiduciaire ” pour le montant de la sous-préalimentation aux clients “ préposés ”.

- Écriture générée automatiquement en CGL par GEODE lors de la sélection du code événement O 01D :

- Débit 468.20 “ Opérations pour le compte de la CDC – Application GEODE – Dépenses ” ;
- Crédit 475.986 “ Compte d’imputation provisoire de recettes – Recettes liées à l’application GEODE – Recettes à régulariser ”.

- A réception du relevé Banque de France :

- Débit 475.986 “ Compte d’imputation provisoire de recettes – Recettes liées à l’application GEODE – Recettes à régulariser ” ;
- Crédit 512.11 “ Compte courant du Trésor à la Banque de France – Comptables centralisateurs ”.

2.3. ECRITURES EN COMPTABILITÉ DES VALEURS INACTIVES

2.3.1. Sachets premiers euros

Ces précisions viennent compléter les écritures présentées au paragraphe 2.1.2. de l’instruction n° 01-086-P-R-E du 14 septembre 2001.

A réception du double du bon de transport délivré par le transporteur de fonds et attestant de la livraison des sachets, au comptable non-centralisateur, la Trésorerie générale intègre l'opération par un débit du compte 1153 et un crédit du compte 1150.

Lors de la vente des sachets par le comptable non-centralisateur, enregistrée par une sortie du compte 15 dans sa comptabilité, celui-ci établit un compte d'emploi hebdomadaire les 21 et 28 décembre 2001.

A réception des comptes d'emploi, la Trésorerie générale débite le compte 1154 et crédite le compte 1153 pour le nombre des sachets vendus.

S'agissant des ventes réalisées à la Trésorerie générale, elles font l'objet d'un débit au 1154 et d'un crédit au 1151.

En fin d'année, la Trésorerie générale procède à l'opération d'ordre, débit 1150-crédit 1154 pour le nombre total de sachets vendus.

En fin d'année, les sachets invendus sont sortis du compte 15 de la comptabilité des valeurs inactives et entrés dans la caisse. Au vu du relevé détaillé des soldes produit par le comptable non centralisateur, la Trésorerie générale débite le compte 1150 et crédite le compte 1153 pour le nombre de sachets intégrés en caisse.

S'agissant des sachets invendus en stock à la Trésorerie générale, l'intégration en caisse se traduit par un débit du 1150 et un crédit du 1151.

2.3.2. Préalimentation de la caisse

Ces précisions viennent compléter le paragraphe 2.2.2. de l'instruction du 14 septembre 2001.

A réception des pièces et des billets en euros, ceux-ci seront comptabilisés en valeurs inactives, au compte 115 en Trésorerie générale et au compte 15 en poste non-centralisateur.

A réception du double du bon de transport délivré par le transporteur de fonds et attestant de la livraison des espèces au comptable non-centralisateur, la Trésorerie générale intègre l'opération par un débit du compte 1153 et un crédit du compte 1150 pour le montant de la contre-valeur franc.

En fin d'année, les pièces et les billets, restant en stock après la sous-préalimentation des partenaires (cf. 2.3.3.) sont sortis du compte 15 de la comptabilité des valeurs inactives et entrés dans la caisse. Au vu du relevé détaillé des soldes produit par le comptable non centralisateur, la Trésorerie générale débite le compte 1150 et crédite le compte 1153 pour la contre-valeur franc des espèces intégrées en caisse.

S'agissant des espèces en stock à la Trésorerie générale, l'intégration en caisse se traduit par un débit du 1150 et un crédit du 1151 pour la contre-valeur franc.

2.3.3. Sous-préalimentation des partenaires

2.3.3.1. Sous-préalimentation par des régies d'État

Lorsque la Trésorerie générale procède à l'approvisionnement d'un régisseur d'Etat, elle débite le compte 1153 par un crédit au compte 1151, le régisseur étant dans ce cas un intermédiaire connu.

Si la Trésorerie générale est amenée à approvisionner un régisseur ou un partenaire inhabituel, il conviendra de considérer cet intermédiaire comme un client et de procéder à un débit du compte 1154 par un crédit du compte 1151. Une opération d'ordre est alors passée, débit 1150-crédit 1154, la fiche d'écriture devant mentionner qu'il s'agit de l'approvisionnement d'un partenaire inhabituel.

2.3.3.2. Sous-préalimentation par un poste non-centralisateur

Lors de la remise de la sous-préalimentation à un régisseur du secteur public local, le comptable débite le compte 15 pour le nombre de sachets ou la contre-valeur franc du montant en euros des espèces remises au régisseur.

Lorsque la Trésorerie générale reçoit le compte d'emploi établi par le poste non centralisateur, elle procède au débit du compte 1154 par un crédit du compte 1153.

Une opération d'ordre, consistant en un débit du compte 1150 par un crédit du 1154, est alors passée, la fiche d'écriture devant mentionner qu'il s'agit de l'approvisionnement d'un régisseur.

Il convient de préciser ici que le régisseur est considéré comme un client bien qu'il n'y ait pas de contrepartie financière à cette opération.

2.3.3.3. Écritures au 31 décembre 2001

Une opération d'ordre est passée à cette date en Trésorerie générale.

Le compte 1150 est débité par le crédit du compte 1154 pour le nombre de sachets euro vendus.

S'agissant de la préalimentation, le compte 1150 est débité en contrepartie du compte 1153 pour la valeur des billets et pièces remis aux partenaires habituels.

2.3.3.4. Écritures d'intégration en caisse au 2 janvier 2002

En PNC, une sortie est enregistrée au compte 15.

En Trésorerie générale, c'est le compte 1150 qui est débité par le crédit du compte 1151 pour la valeur des billets et pièces en stock à la TG et intégrés en caisse.

3. LES RECEVEURS DES ADMINISTRATIONS FINANCIÈRES

Les alinéas 3 et 4 de la partie relative à l'approvisionnement en pièces des RAF habituellement approvisionnés par la Banque de France (paragraphe 3.2.1. de l'instruction du 14 septembre 2001) doivent être modifiés comme suit :

" La reprise de balance d'entrée du compte 473.9 au titre de ces opérations sera effectuée en 2002 pour la contre-valeur euros du montant global franc échangé contre des euros en 2001.

Les pièces euros seront sorties des valeurs inactives et entrées dans la caisse du receveur en 2002 comme suit :

Débit 531.16	" Numéraire des comptables des administrations financières ", pour le montant euro entré en caisse ;
Crédit 473.9	" Dépenses diverses " à hauteur de la contre-valeur euros du montant global franc échangé en 2001 contre des euros ;

et, selon le sens de l'écart entre les deux montants précédemment cités,

Débit 473.0, rubrique 471.1182	" Écarts de conversion négatifs " ;
Crédit 477.0, rubrique 471.182	" Écarts de conversion positifs ".

Remplacer aux *deux premiers alinéas* l'expression

" l'achat de sachets premiers euros " par " l'achat de sachets premiers euros ou de rouleaux de pièces " au 1^{er} alinéa et par « l'achat de pièces euros » au 2^{ème} alinéa.

ANNEXE N° 1 : Bordereau de commande billets auprès de la Banque de France



Réservé Banque de France

N° d'opération CERES :

Visa

BORDEREAU DE PRÉLÈVEMENT
 - BILLETS -

Décomposition par coupures :

Référence client :

/ / / / / / / /

	Nombre	Montant
500 EUR
200 EUR
100 EUR
50 EUR
20 EUR
10 EUR
5 EUR
Totaux

le la succursale BdF de retrait

I 0 I I I I

Titulaire du compte :

N° de la succursale BdF
débitéeI 0 I I I I

N° du compte débité :

I I I I I I I I

Fonds prélevés par :

.....

Date de retrait :

(précisez matin ou après-midi)

Nom, qualité et coordonnées (téléphone et fax) du(des) signataire(s) :

.....

Signature(s)

.....

Réservé au transporteur de fonds

(Nom du représentant habilité à recevoir les billets en euros, mention "Bon pour acquit la somme de ... (en toutes lettres)" et signature)

ANNEXE N° 2 : Télécopie du 17 octobre 2001

PREALIMENTATION EN EUROS AUPRES DE LA POSTE.

Les comptables du Trésor qui sont habituellement en relation avec La Poste seront préalimentés en euros par celle-ci ; les modalités de cette préalimentation ont été précisées au paragraphe 1.2.1.2. de l'instruction du 14 septembre 2001.

Il était notamment indiqué que le bordereau de commande, adressé à chaque Trésorerie Générale par La Poste, devait être rempli par chaque poste non-centralisateur et chaque recette des administrations financières concernés fin septembre 2001. L'envoi de ce bon de commande a été retardé, et La Poste s'est engagée à le faire parvenir aux Trésoreries Générales à compter du 15 octobre 2001.

Ce bon de commande devra être adressé aux postes non centralisateurs et aux recettes des administrations financières au plus tard le 22 octobre 2001.

Il devra être retourné aux Trésoreries Générales pour visa au plus tard le 29 octobre 2001.

Le bordereau de commande sera renvoyé par les Trésoreries Générales aux comptables non-centralisateurs et à ceux des administrations financières début novembre.

Il devra être déposé au bureau de La Poste par le comptable dans la semaine du 5 au 9 novembre 2001, délai de rigueur.

Les autres dispositions relatives à la préalimentation des comptables auprès de La Poste, et en particulier la date de retrait des fonds, demeurent inchangées.

Par ailleurs, ce bordereau de commande comporte un troisième volet intitulé « Autorisation de débit différé » ; ainsi qu'il a été précisé dans l'instruction susvisée, ce bordereau est un document-type destiné à tous les clients de La Poste et certaines dispositions y figurant, dont l'autorisation de débit différé, ne s'appliquent pas aux comptables publics.

ANNEXE N° 3 : Bordereau de commande billets auprès de l'IEDOM

« EN-TETE DU COMPTABLE PUBLIC »**PRE ALIMENTATION BILLETS**Bordereau de prélèvement numéro¹ :

Fort de France, le.....

Je soussigné, agissant en qualité de.....de/du le/la
, vous serais reconnaissant de bien vouloir mettre à disposition de la société
 de transport de fonds la somme de Euros selon le détail
 présenté ci-après :

Prélèvement du(date)

<i>Billets</i>	<i>Nombre</i>	<i>Montant</i>
500 €		
200 €		
100 €		
50 €		
20 €		
10 €		
5 €		
<i>Total billets</i>		

Ce prélèvement est à comptabiliser au débit de mon compte (d'accrédité) N°
 ouvert à mon nom dans vos livres.

Pour acquit (le transporteur)

NOM/QUALITE

Signature

SIGNATURE

- Document faxé pour commande à J-1 avant 15 H.

Original remis par le convoyeur à J sur lequel la mention « PAYÉ » est apposée lors
 de la remise des fonds (pièce comptable conservée par l'IEDOM)

Signature du transporteur apposée au moment de la réalisation du prélèvement.

¹ Numéro comportant le code établissement à 5 chiffres + le numéro d'ordre du prélèvement sur deux positions (ce numéro
 d'ordre est réinitialisé chaque jour.)

ANNEXE N° 4 : Bordereau de commande sachets premiers euros auprès de l'IEDOM

« EN-TETE DU COMPTABLE PUBLIC »**PRE ALIMENTATION PIECES**Bordereau de prélèvement numéro¹ :

Fort de France, le.....

Je soussigné, agissant en qualité de.....de/du le/la
, vous serais reconnaissant de bien vouloir mettre à disposition de la société
 de transport de fonds la somme de €uros selon le détail
 présenté ci-après :

Prélèvement du(date)

<i>PIECES</i>	Nombre	Montant
Kit 1 ^{er} €uros		(Nombrex100)/6,55957 ⁽²⁾
<i>Total pièces</i>		

Ce prélèvement est à comptabiliser au débit du compte central N°
 ouvert au nom du TPG dans vos livres.

Pour acquit (le transporteur)

NOM/QUALITE

Signature

SIGNATURE

- Document faxé pour commande à J-1 avant 15 H.
 Original remis par le convoyeur à J sur lequel la mention « PAYÉ » est apposée lors
 de la remise des fonds (pièce comptable conservée par l'IEDOM)
 Signature du transporteur apposée au moment de la réalisation du prélèvement.

¹ Numéro comportant le code établissement à 5 chiffres + le numéro d'ordre du prélèvement sur deux positions (ce numéro d'ordre est réinitialisé chaque jour.)

² Montant calculé avec deux décimales. Le montant total sera arrondi au cent supérieur si le troisième chiffre après la virgule est supérieur ou égal à 5, au cent inférieur s'il est inférieur à 5.

ANNEXE N° 5 : Bordereau de commande pièces auprès de l'IEDOM

« EN-TETE DU COMPTABLE PUBLIC »**PRE ALIMENTATION PIECES**Bordereau de prélèvement numéro¹ :

Fort de France, le.....

Je soussigné, agissant en qualité de.....de/du le/la
, vous serais reconnaissant de bien vouloir mettre à disposition de la société
 de transport de fonds la somme de €uros selon le détail
 présenté ci-après :

Prélèvement du(date)

<i>PIECES</i>	Nombre	Montant
Kit commerçants (222 €)		
2 €		
1 €		
0,5 €		
0,2 €		
0,1 €		
0,05 €		
0,02 €		
0,01 €		
<i>Total pièces</i>		

Ce prélèvement est à comptabiliser au débit de mon compte (d'accrédité)
 N° ouvert à mon nom dans vos livres.

Pour acquit (le transporteur)

NOM/QUALITE

Signature

SIGNATURE

- Document faxé pour commande à J-1 avant 15 H.
 Original remis par le convoyeur à J sur lequel la mention « PAYÉ » est apposée lors
 de la remise des fonds (pièce comptable conservée par l'IEDOM)
 Signature du transporteur apposée au moment de la réalisation du prélèvement.

¹ Numéro comportant le code établissement à 5 chiffres + le numéro d'ordre du prélèvement sur deux positions (ce numéro d'ordre est réinitialisé chaque jour.)

ANNEXE N° 6 : Bordereau de commande et de prise en charge des fonds - sous-préalimentation

**** ORGANISME / CLIENT / REGIE DE LA COLLECTIVITE DE :
DÉTAIL DE L'ENCAISSE**

BILLETS		
Coupures	Nombre	Total
500 €		
200 €		
100 €		
50 €		
20 €		
10 €		
5 €		
PIÈCES		
Valeurs	Nombre	Total
2 €		
1 €		
0,50 €		
0,20 €		
0,10 €		
0,05 €		
0,02 €		
0,01 €		
TOTAL EN EUROS		
Contre-valeur en francs :		

Le retrait des fonds aura lieu le¹aux guichets de la Trésorerie

Je soussigné(e), agissant en tant que mandataire sur le compte

* { Dépôts de fonds au Trésor n°
compte Caisse des Dépôts et Consignations n°
compte financier de la collectivité de rattachement

déclare autoriser le trésorier teneur de compte ou le comptable assignataire, à débiter, le 2 janvier 2002, le compte susvisé du montant des espèces reçues mentionné ci-dessus.

*Rayer la mention inutile

¹ La remise des fonds interviendra sous réserve de la disponibilité des fonds dans le poste comptable

ANNEXE N° 6 (suite et fin)

Commande des fonds

Je soussigné.....

Déclare commander les espèces dont le montant et le détail figurent ci-dessus.

Date**Signature du
mandataire du compte****2 exemplaires pour le comptable****1 exemplaire pour le titulaire.**

✎ Les bénéficiaires de l'opération de sous-préalimentation s'engagent à ne pas disposer, de quelque manière que ce soit, des espèces en euros qui leur sont remises par le comptable public dépositaire et qui demeurent la propriété de leur émetteur jusqu'au 31 décembre 2001 à minuit ;

✎ Les bénéficiaires de l'opération de sous-préalimentation s'engagent à ne pas accepter ni à détenir des espèces en euros avant le 1er janvier 2002 autrement que dans le cadre d'une opération de sous-préalimentation avec un établissement de crédit, La Poste, ou un autre comptable public du Trésor ;

✎ Les bénéficiaires de l'opération s'engagent à conserver les espèces en euros préalimentées dans des conditions de sécurité au moins équivalentes à celles qu'ils appliquent aux espèces en francs qu'ils détiennent en période normale ;

✎ Les bénéficiaires de l'opération s'exposent à l'application d'une pénalité par le comptable public dépositaire en cas de manquement grave ou délibéré dans l'exécution de leurs engagements au titre de la sous-préalimentation. Cette dernière disposition n'est pas applicable aux bénéficiaires susceptibles d'être assujettis par l'Etat à des procédures disciplinaires ;

✎ En cas de manquement par un bénéficiaire de cette sous-préalimentation à ces obligations, le comptable du Trésor, après notification écrite moyennant un préavis de dix jours, applique une pénalité égale à 10% du montant total des euros sous-préalimentés sauf si le débiteur de la pénalité ainsi calculée établit qu'elle excède le montant des euros sous-préalimentés sur lequel a porté l'obligation inexécutée. Dans ce cas, la pénalité est plafonnée à ce dernier montant.

✎ Le client s'engage à constituer la provision nécessaire pour le 2 janvier 2002, date du prélèvement des fonds sur le compte.

Remise des fonds

Fait

À.....

Pour prise en charge de ces valeurs et acceptation des engagements figurant ci-dessus.

Date**Signature du
mandataire du compte,
précédée de la mention****“ Lu et approuvé ”**